

Les rôles, les contributions et les liens unissant les principaux acteurs du développement des communautés du Québec

Document présenté à Mme Chantal Maltais, sous-ministre adjointe,
Politiques, analyse stratégique et action communautaire,
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

par le *Groupe de réflexion sur le développement des communautés*
dans le cadre de l'avis sur la place du développement social au Québec

Comité de coordination de la recherche et de la rédaction :
Rafik Boualam, Fondation Lucie et André Chagnon
Denis Bourque, Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire
Monique Côté, Réseau québécois de revitalisation intégrée
Geneviève Giasson, Communagir
Jean Tremblay, Institut national de Santé publique du Québec

Recherche et rédaction :
Sophie Michaud

Réalisé grâce au soutien financier de :
La Fondation Lucie et André Chagnon

Mars 2015

Depuis longtemps au Québec, un ensemble de politiques publiques misent sur les communautés et les acteurs locaux pour favoriser le développement. La plus récente expression de cette tendance est la reconnaissance des villes et municipalités comme acteurs de proximité en faveur du développement durable des territoires, à travers les principes énoncés dans le *Pacte fiscal transitoire*. Cette même reconnaissance de la pertinence de privilégier les communautés dans le développement est présente dans la *Politique nationale de la ruralité*, la *Loi* et la *Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires*, le *Programme national de Santé publique* ainsi qu'au sein du *Plan d'action gouvernemental pour la Solidarité et l'Inclusion sociale*. De plus, cet esprit marque l'ensemble des partenariats du gouvernement du Québec avec la Fondation Lucie et André Chagnon, instituant *Québec en forme, Avenir d'enfants et Réunir Réussir*. C'est toutefois le réseau de la santé et des services sociaux qui aura été l'instigateur de ce mouvement de *développement des communautés*, pour la recherche et la création d'environnements favorables, en développant une grande expertise et en mobilisant de nombreuses communautés dès la fin des années '70. Miser sur les communautés et les acteurs locaux pour favoriser le développement est une forte tendance qui se manifeste également ailleurs dans le monde occidental.

Ces politiques soutiennent et encouragent le dynamisme local, propice à la revitalisation et l'amélioration des milieux de vie de nombre de Québécois. Les communautés mettent de l'avant des initiatives et innovent. Elles évoluent dans un environnement immédiat local et régional, ainsi que dans un environnement global national. L'ensemble des interactions entre ces communautés et les acteurs impliqués dans leur développement, à tous les niveaux, constitue un terreau fertile à l'innovation par le transfert de connaissances et d'expertise, le renforcement des compétences, le réseautage et le soutien financier aux initiatives porteuses. De surcroît, la complémentarité et la mise en relation de ces acteurs autour des communautés offrent un système de soutien à l'innovation favorisant leur développement.

Le *Groupe de réflexion sur le développement des communautés* est un collectif d'organisations, issues de divers secteurs, impliquées dans le développement des communautés. Nous pensons et travaillons depuis déjà plusieurs années à soutenir les communautés locales (quartier, village, MRC, etc.) qui se prennent en main et s'efforcent d'organiser leur développement tant économique que social, culturel et environnemental. Actifs dans toutes les régions du Québec, nous regroupons plusieurs centaines d'organisations et des milliers de citoyens engagés dans leur communauté.

Nous souhaitons, par la présente, offrir un portrait sommaire du système de soutien au développement des communautés, à travers le rôle et les liens qui existent entre nos organisations. Le portrait que nous proposons ne se prétend pas représentatif de l'ensemble des acteurs, mais regroupe néanmoins les douze organisations nationales et les deux régions (Lanaudière et Montréal) membres du *Groupe de réflexion sur le développement des communautés*, en plus de deux partenaires d'action importants que nous avons choisi d'inclure. La perspective que nous offrons est conséquemment une vision nationale et non-exhaustive du

système de soutien. À la lecture de ce portrait, il est donc fondamental de garder à l'esprit les interactions qu'entretiennent les organisations nationales avec leurs partenaires régionaux et locaux. Ces interactions permettent un ancrage dans la pratique et la réalité des acteurs de tous les niveaux d'intervention.

Aux fins de la démonstration, nous avons schématisé la mise en relation des organisations dans une carte sociale, démontrant les liens qui les unissent et la complémentarité de leurs interventions. De plus, trois exemples de collaborations structurantes sont présentés pour illustrer la valeur ajoutée des liens existants entre les organisations, dans une perspective de cohérence et d'efficacité du soutien offert aux communautés du Québec. Finalement, ce document est accompagné d'une annexe qui présente chacune des organisations, permettant de bien comprendre les rôles et la portée de leurs actions respectives.

CARTE SOCIALE

À l'aide d'une carte sociale, nous souhaitons partager notre lecture du système national de soutien au développement des communautés, tel que nous le percevons. C'est-à-dire, un environnement où les organisations jouent des rôles complémentaires et entretiennent des liens qui permettent de réagir collectivement.

Cette toile s'est tissée au fil des années grâce à la volonté des acteurs de retrouver plus de cohérence au niveau local, régional et national entre les différentes approches et stratégies, en faveur d'un développement intégré et durable. Les acteurs nationaux ont ainsi répondu à cette préoccupation en mettant en place des mécanismes formels et informels de collaboration et en accentuant leurs relations.

Nous postulons que la nature, la force et la diversité des liens qui unissent les acteurs sont gage d'une intervention plus cohérente, efficace et structurante. Ces interrelations, et l'influence qui en découle, ont ainsi favorisé la mise en place d'un système de soutien qui a la capacité de s'adapter et d'agir au bénéfice des communautés et des organismes, professionnels et citoyens qui contribuent à leur développement. Ces liens ont notamment permis l'émergence de projets, qui n'auraient jamais vu le jour sans la confiance et la complicité qui se sont développées entre les acteurs.

La carte schématise, à la fois, les rôles que jouent les organisations au sein du système de soutien, ainsi que les principaux types de liens qui les unissent. Voici de brèves définitions des éléments qui y sont représentés.

Les rôles

Centres de recherche

Acteurs qui, principalement par leurs activités de recherche, contribuent au développement des connaissances en ce qui a trait à la mobilisation et au développement des communautés.

Ressources de soutien et de développement

Organisations privées, à but non lucratif ou publiques, principalement nationales, qui offrent des services de recherche, de soutien au développement de compétences et de pratiques, de formation ou de service-conseil, dans différents domaines, auprès d'acteurs clés, de concertations, d'organismes et/ou de citoyens.

Bailleurs de fonds

Organisations à but non-lucratif ou publiques offrant un soutien financier qui s'appuie sur une stratégie de mobilisation des communautés pour atteindre leurs objectifs, donnant lieu à la mise en place d'actions concertées sur les plans local et régional.

Organismes de développement

Organismes qui, dans leur mission, ont comme objectif le développement d'une communauté (ou un type de développement dans une communauté donnée), que ce soit au niveau local ou régional. Ces organisations proviennent de différents domaines d'intervention et utilisent une diversité d'approches.

Réseaux et regroupements

Organisations nationales ou régionales qui regroupent et soutiennent des membres individuels sur une base professionnelle, des démarches territoriales ou des membres corporatifs qui agissent dans un domaine d'intervention similaire.

Les types de liens

Réseautage et partage d'information

Ce type de lien regroupe toutes les formes de partage d'information, que ce soit par un bulletin ou une infolettre, par la participation aux activités, colloques et formations d'une organisation ou par l'usage de ses outils. Il s'agit également de la participation aux activités d'un réseau, d'une concertation ou d'un espace d'échange, tel le *Groupe de réflexion sur le développement des communautés*.

Collaboration

Le lien de collaboration est de nature ponctuelle et porte généralement sur un objet spécifique. Il implique la réalisation conjointe d'un projet, la mise en commun temporaire de ressources, l'organisation conjointe d'un événement, etc.

Partenariat

Les liens de partenariat sont structurants, ils sous-entendent une grande intensité et une continuité dans les liens qui unissent les organisations. Il peut notamment s'agir d'un lien filial, d'un lien de « membership », de la mise en commun de ressources ou d'un partenariat formel pour la mise en œuvre conjointe d'une stratégie de longue haleine.

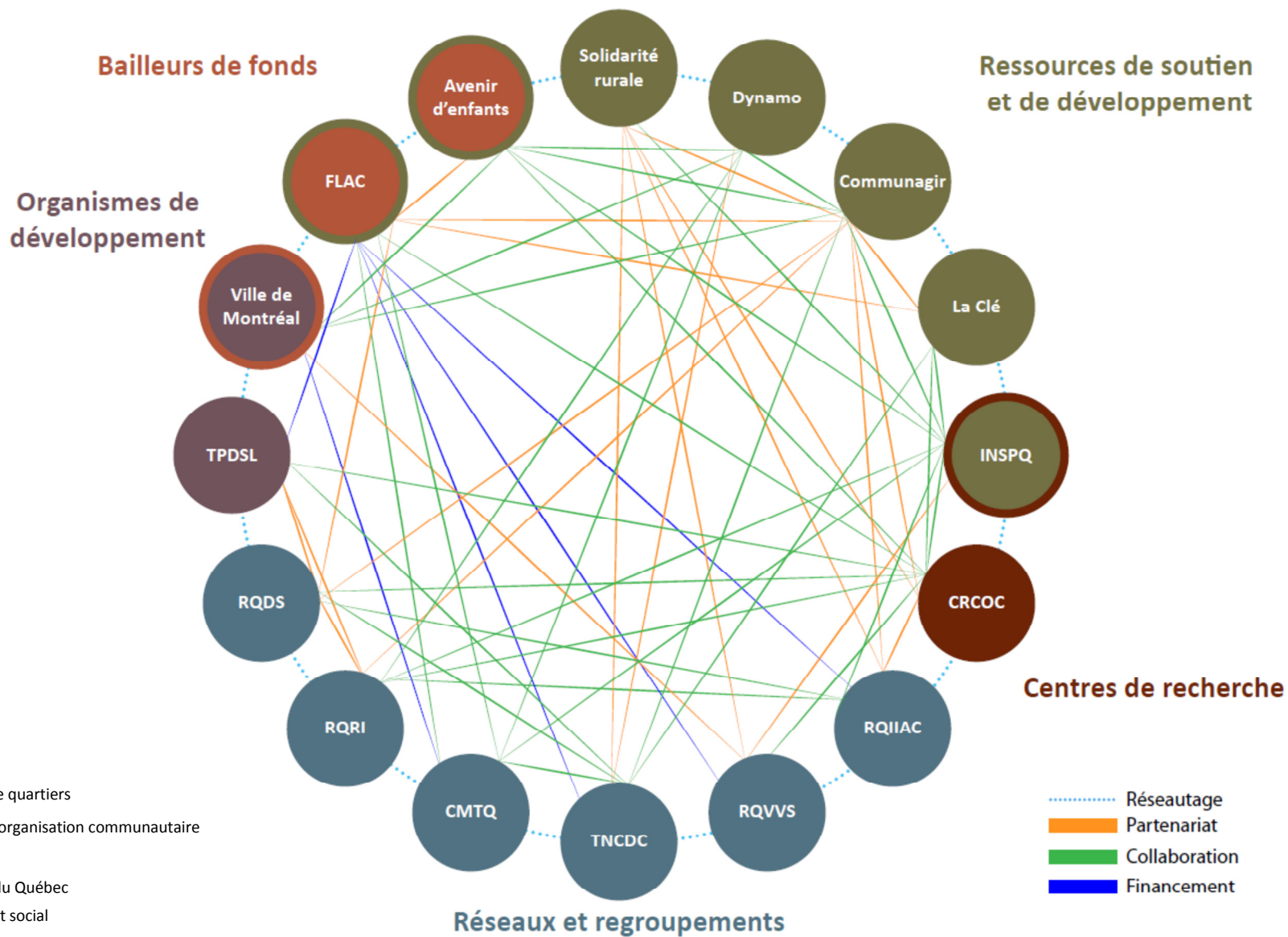
Financement

Ce lien se traduit essentiellement par le soutien financier offert à une démarche, un organisme ou un projet de développement des communautés.

NB. : Pour ne pas surcharger la carte, un trait pointillé bleu relie toutes les organisations, indiquant qu'elles sont toutes liées en réseau et partagent de l'information entre elles, ne serait-ce que par le biais du *Groupe de réflexion sur le développement des communautés*.

De plus, nous représentons uniquement les principaux liens qui unissent les organisations, sachant par ailleurs que deux organisations peuvent entretenir des liens à la fois de réseautage, de collaboration, de partenariat et de financement.

SYSTÈME NATIONAL DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS



Légende des acronymes

- AE : Avenir d'enfants
- CMTQ : Coalition montréalaise des Tables de quartiers
- CRCOC : Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire
- FLAC : Fondation Lucie et André Chagnon
- INSPQ : Institut national de Santé publique du Québec
- RQDS : Réseau québécois de développement social
- RQIIAC : Réseau québécois des intervenantes et intervenants en action communautaire
- RQRI : Réseau québécois de revitalisation intégrée
- RQVVS : Réseau québécois des Villes et Villages en santé
- TNDCDC : Table nationale des Corporations de développement communautaire
- TPDSL : Table des partenaires du développement social de Lanaudière

COLLABORATIONS STRUCTURANTES

Groupe de réflexion sur le développement des communautés

Le *Groupe de réflexion sur le développement des communautés* est un collectif d'organisations nationales et de deux organisations régionales, issues de divers secteurs, impliquées dans le développement des communautés. Ces organisations pensent et travaillent depuis déjà plusieurs années à soutenir les communautés locales (quartier, village, MRC, etc.) qui se prennent en main et s'efforcent d'organiser leur développement tant économique que social, culturel et environnemental. Actifs dans toutes les régions du Québec, les membres regroupent ensemble, plusieurs centaines d'organisations et des milliers de citoyens engagés dans leur communauté.

Les membres

Le *Groupe de réflexion* est constitué de personnes issues des organisations suivantes : Avenir d'enfants, la Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire, Communagir, la coopérative la Clé, Dynamo-Ressource en mobilisation des collectivités, la Fondation Lucie et André Chagnon, le Réseau québécois des Villes et Villages en santé, le Réseau québécois de développement social, le Réseau québécois de revitalisation intégrée, l'Institut national de Santé publique du Québec, le Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal, le Regroupement québécois des intervenantes et intervenants en action communautaire en CSSS, la Table nationale des Corporations de développement communautaire, la Table des partenaires du développement social de Lanaudière.

À l'origine, les membres se sont impliqués sur une base individuelle. L'évolution du groupe permet maintenant de penser la participation à la fois de manière individuelle et organisationnelle, dépendamment des réflexions et des projets qui l'animent.

L'émergence

Le besoin de se réunir et de constituer le *Groupe de réflexion* s'est manifesté en marge d'un colloque du Réseau québécois de revitalisation intégrée, tenu en 2007. À l'époque, comme aujourd'hui, l'engouement pour le développement des communautés a fait émerger plusieurs initiatives à travers le Québec en réponse aux besoins des milieux. Les membres fondateurs ont senti le besoin de créer un espace de réflexion et d'échange sur le développement des communautés. Un des objectifs était également d'accentuer les collaborations et éviter de multiplier les mesures de soutien aux initiatives collectives.

Nature de la collaboration

Les membres conviennent de collaborer autour de deux grandes tendances :

- La réflexion pour l'action : réaliser des projets autour d'objectifs communs pour produire des retombées directes et tangibles.
- La réflexion pour mieux comprendre : contribuer à un espace de réflexion protégé pour échanger sur différentes dimensions du développement des communautés, sans obligation de résultat à court terme.

Les rencontres permettent également le partage d'information.

Objectifs – Éléments structurants

Le groupe permet :

- Le partage d'information propice à faire des liens, bonifier des projets et amorcer de nouvelles collaborations
- La réalisation de projets communs en réponse aux besoins collectifs
- Le développement de la capacité d'agir en commun et de se positionner sur des enjeux du développement des communautés
- La réflexion commune sur le développement des communautés et son évolution

Réalisations majeures

- Deux rencontres sur le thème « Des compétences au service de la mobilisation et du développement des communautés », regroupant chacune une trentaine d'acteurs clés du développement des communautés
- Bonification d'un outil d'analyse et de compréhension de la *Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires*
- Démarche rétrospective sur l'évolution du développement des communautés, à travers la présentation de moments clés
- Production d'un portrait synthèse des pratiques de mobilisation et de développement des communautés locale
- Production d'une analyse des cadres de référence d'une douzaine d'organisations soutenant la mobilisation et le développement des communautés locales
- Collaboration de certaines organisations au projet de Séminaire France-Québec coordonné par le Réseau québécois des Villes et Villages en santé et la Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire
- Prise de position commune en faveur du développement collectif, dans le contexte de la redéfinition de la relation entre Québec et les municipalités et les implications de la Loi 28 sur les dynamiques territoriales
- Contribution à l'avis du Réseau québécois de développement social au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, par le biais de la présente

Retombées sur le terrain, dans la pratique

Les retombées sont importantes pour les membres et elles contribuent, en second lieu, à leurs partenaires régionaux et locaux par :

- Le partage d'information
- La création de relations de confiance
- Une meilleure compréhension des rôles de chacun
- Le développement d'une vision commune du développement des communautés et de ses défis propres
- Une capacité d'action commune sur des enjeux du développement des communautés

Les Chantiers partenariaux

Les Chantiers sont des espaces de travail dynamiques et propices à l'émergence de solutions novatrices face aux enjeux du développement collectif. Des lieux pour le développement d'une vision d'ensemble, favorisant l'harmonisation des actions et la maximisation des ressources. Des témoins de la richesse des expériences, mettant en valeur leur impact sur la vitalité des communautés du Québec.

En somme, il s'agit d'une expérience de co-construction de connaissances et de transfert de ces nouvelles connaissances par la production d'outils et de publications destinés aux acteurs du développement collectif.

Les partenaires

Animé par Communagir, les Chantiers comptent, parmi les membres du groupe de réflexion, des praticiens provenant de : Avenir d'enfants, Dynamo-Ressource en mobilisation des collectivités, la Fondation Lucie et André Chagnon, le Réseau québécois des Villes et Villages en santé, le Réseau québécois de développement social, le Réseau québécois de revitalisation intégrée, le Regroupement québécois des intervenantes et intervenants en action communautaire en CSSS et la Table des partenaires du développement social de Lanaudière.

Les participants aux Chantiers le sont sur une base individuelle, bien qu'ils permettent d'avoir accès à l'expertise développée au sein de toutes ces organisations.

L'émergence

Le projet des Chantiers est issu des constats du projet *Vers l'Impact*, qui démontrait que, non seulement le développement collectif devait se bâtir autour d'individus et de processus compétents, mais également autour de conditions favorables à celui-ci. C'est ainsi que Communagir souhaite contribuer à l'émergence des conditions favorables au développement collectif, en collaboration avec un ensemble de partenaires locaux, régionaux et nationaux. Au nombre de quatre, les Chantiers offrent une opportunité de croiser les savoirs d'une variété d'acteurs et, ainsi, de contribuer à la mise en place de ces conditions favorables.

Nature de la collaboration

Les Chantiers sont des espaces de co-construction de connaissances, autodéterminés par leurs membres. Les partenaires s'investissent dans un croisement de savoirs de différents horizons et choisissent les orientations de leur démarche.

Objectifs

- Produire de nouvelles connaissances qui s'intègrent dans la pratique par la production et la diffusion d'outils et publications pour en faciliter l'appropriation
- Construire la capacité de travailler ensemble

Réalisations

- Réalisation d'un sondage sur le développement collectif auprès des élus et diffusion des résultats (vidéo présentant les résultats à venir)
- Réalisation d'un outil sur les compétences essentielles à l'agir ensemble sous forme de nomenclature (une phase test auprès de démarches collectives est en cours)
- Un outil diagnostic pour comprendre l'évaluation, à l'intention des praticiens, est en cours de production
- Un outil pour les personnes et les organisations qui veulent susciter l'engagement à travers le changement est également en cours de production

Retombées sur le terrain, dans la pratique

- Transfert des nouvelles connaissances par des outils et publications destinés à tous les acteurs du développement collectif
- Contribution à la pratique de ces acteurs et plus largement à la création de conditions favorables au développement collectif

Recherche sur les professions et pratiques de développement collectif

Réalisée par la Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire, la recherche vise à coproduire, en partenariat avec les milieux de pratique, de nouvelles connaissances sur les professions regroupées sous l'appellation d'agent de développement collectif, par une meilleure compréhension de leurs rôles, fonctions et compétences, ainsi que de leurs stratégies pour soutenir et outiller l'action collective, ses acteurs et les communautés locales.

Les partenaires

La Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire réalise cette étude en partenariat avec : Communagir, le Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CSSS, l'Observatoire estrien du développement des communautés, le Réseau québécois de développement social et Solidarité rurale du Québec.

L'émergence

Les collectivités locales sont de plus en plus mobilisées pour élaborer des stratégies de développement collectif adaptées aux nouveaux enjeux sociaux, économiques et environnementaux. Des pratiques de développement collectif de territoire sont apparues au Québec dans les dernières années.

Les attentes actuelles pour une compréhension partagée des enjeux soulevés par la multiplication des programmes et des emplois d'agents de développement de territoire, et l'émergence d'impératifs de convergence autour des notions de développement de territoire et de participation citoyenne appellent le développement de nouvelles connaissances et leur diffusion dans les collectivités territoriales pour qu'acteurs et intervenants soient en mesure de contribuer plus efficacement à leur développement.

Nature de la collaboration

Les partenaires de la recherche, issus des milieux de pratique, regroupent des organisations nationales ou régionales de la société civile engagées dans la mobilisation des collectivités locales et confrontées aux défis du développement de territoire. La recherche mettra en relation les praticiens et le milieu de la recherche dans la construction de nouvelles connaissances.

Objectifs

- Cerner les principaux changements qu'ont connus les professionnels de l'intervention collective et leurs pratiques depuis 25 ans soit entre 1988 et 2015
- Identifier les caractéristiques des professions de développement collectif de même que les particularités de leurs pratiques en 2015, dont celles ayant trait au développement de territoire
- Faire ressortir l'influence des déterminants sur ces pratiques que sont, entre autres, les politiques publiques et les programmes des fondations, la dynamique des communautés, les positions des organismes employeurs, ainsi qu'identifier les stratégies et les types d'actions privilégiées par les agents de développement collectif pour composer avec ces déterminants et orienter leurs pratiques

De plus, au plan stratégique, la recherche souhaite mettre en place les conditions d'une nouvelle collaboration durable entre des milieux de pratique et des milieux universitaires impliqués dans l'action et l'intervention collectives au Québec.

Réalisations

Quelques réalisations antérieures sur des thèmes connexes ont mené à cette recherche. Elles ont également amorcé et consolidé les partenariats de travail sur lesquels est fondé le projet.

- Séminaire France-Québec sur les pratiques de développement social local et de développement des communautés, septembre 2011
- *Étude de la relation emploi-formation dans le champ du développement territorial*, région de l'Estrie (Québec), en 2012
- Atelier international, sous le thème Pratiques et métiers du développement territorial intégré, mars 2012

Retombées sur le terrain, dans la pratique

Les résultats permettront :

- d'établir un profil type des fonctions et compétences des agents de développement collectif.
- de documenter les perspectives et les contraintes professionnelles de ces pratiques ainsi que leurs besoins en termes de développement de compétences.

De plus, le partenariat favorisera des pratiques d'intervention collective et de développement de territoire plus performantes, parce que mieux comprises, maîtrisées et soutenues par les acteurs.

ANNEXE 1

PORTRAIT DES ORGANISATIONS

Avenir d'enfants (AE)

www.avenirdenfants.org

Rôle Bailleurs de fonds, Ressource de soutien et de développement

Membres Le gouvernement du Québec et la Fondation Lucie et André Chagnon

Origine

Avenir d'enfants est le fruit d'un partenariat entre le gouvernement du Québec et la Fondation Lucie et André Chagnon, concrétisé le 30 septembre 2009 par l'entrée en vigueur de la *Loi instituant le fonds pour le développement des jeunes enfants*. Cette nouvelle organisation regroupait à son départ *Québec Enfants* et *le Centre 1,2,3 GO!*

Mission

Contribuer, par le soutien à la mobilisation des communautés locales, au développement global des enfants âgés de 5 ans et moins vivant en situation de pauvreté afin que chacun d'eux ait toutes les chances d'avoir un bon départ dans la vie.

Objectifs

- La reconnaissance de l'importance d'agir dès la grossesse et tout au long de la petite enfance
- Rejoindre les enfants et les parents en situation de pauvreté
- La mobilisation durable des acteurs à l'égard de la petite enfance

Cibles principales

- Regroupements locaux
- Partenaires régionaux et nationaux
- Partenaires autochtones

Activités- Services

- Accompagnement et soutien de regroupements locaux de partenaires
- Soutien à des instances régionales
- Soutien de projets en partenariat
 - Projets Partenariats et innovation (PPI)
 - Projets Partenariats avec les nations autochtones
- Partenaire de réalisation de projets nationaux
 - ICIDJE (L'initiative concertée d'intervention pour le développement des jeunes enfants)
 - EQEPE (Enquête québécoise sur l'expérience des parents d'enfants de 0 à 5 ans)
- Gestion et partage des savoirs
 - PARC (Plateforme collaborative de Partage d'Apprentissages et de Renforcement des Capacités)
- Suivi et évaluation
- La Voix des parents (projets au local)

Chaire de Recherche de Canada en organisation communautaire (CRCOC)

uqo.ca/crcoc

Rôle Centre de recherche

Origine

Le gouvernement canadien a lancé en 2000 le programme canadien des chaires de recherche, attribuées aux 80 universités canadiennes. Denis Bourque de l'Université du Québec en Outaouais a eu l'opportunité de soumettre une demande pour un programme de recherche à l'Université du Québec en Outaouais et a obtenu le financement pour la CRCOC en 2007 pour une période de cinq ans, renouvelée en 2013.

Mission

La chaire de recherche du Canada en organisation communautaire a pour mission de produire des connaissances visant le développement de l'organisation communautaire par la compréhension des conditions de succès et de renouvellement de cette pratique. Elle s'intéresse au développement social des communautés constituées sur une base géographique, d'intérêts ou d'identités, en examinant les pratiques professionnelles d'organisation communautaire qui soutiennent ce développement ainsi que les mouvements associatifs impliqués.

Objectifs

Soutenir l'action et l'intervention collectives.

Cibles principales

- Acteurs de développement collectif
- Étudiants

Activités- Services

- Production de connaissances par des travaux de recherche
- Transfert et diffusion de connaissances nouvelles ou systématisées (publication de cahiers, articles, communications, ouvrages, etc.)
- Formation à la recherche par l'encadrement d'étudiants et d'assistants de recherche, et formation à l'intervention par des activités sur mesure
- Soutien aux pratiques sous forme conseils, participation à des groupes de travail, élaboration de politiques institutionnelles ou publiques

Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ)

Rôle	Réseau ou regroupement régional
Membres	Les Tables de quartier 30 membres

Origine

Le 20 novembre 1995, suite à une invitation lancée par des *Quartiers en Santé*, une douzaine de Tables se réunissent et décident d'une intervention auprès de la Ville de Montréal afin qu'elle reconnaisse les concertations locales de quartier et maintienne le *Programme de soutien financier à l'action locale*. Dix-neuf Tables participent à une rencontre suivante, le 19 janvier 1996, où se forme alors la *Coalition montréalaise des concertations locales de quartier* qui deviendra en 1997 la *Coalition montréalaise des Tables de quartier*.

Mission

Regrouper les Tables de quartier de Montréal et animer la concertation entre ses membres en ce qui concerne les enjeux soulevés par le développement social local, l'amélioration de la qualité et des conditions de vie des citoyennes, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion et la promotion de l'exercice d'une citoyenneté active dans ses dimensions individuelles et collectives.

Objectifs

- Défendre les droits, les intérêts et l'autonomie de ses membres
- Représenter ses membres auprès de diverses instances
- Offrir tout genre d'aide, de support, d'information, d'orientation, d'animation au profit de ses membres
- Promouvoir le développement social local tel que pratiqué par ses membres
- S'assurer de la reconnaissance du mouvement communautaire comme acteur important du développement social local

Cibles principales

- Tables de quartiers
- Décideurs et personnes d'influence en matière de développement social à Montréal
- Grand public

Activités- Services

- Dynamiser la vie associative
- Offrir du soutien aux membres
- Favoriser les échanges sur les pratiques
- Faire des démarches pour augmenter le financement des tables de quartier
- Assurer le rayonnement des Tables de quartier et de la CMTQ
- Intervenir sur des enjeux de développement social

Communagir

www.communagir.org

Rôle	Ressource de soutien et de développement
Membres	Des membres corporatifs et des membres individuels 175 membres

Origine

Communagir est né en 2011 des résultats du projet *Vers l'Impact*, qui a eu cours entre 2006 et 2010. *Vers l'Impact* visait à comprendre les besoins de l'univers en émergence du développement des communautés locales. Les constats du projet ont orienté la mission et les mandats de Communagir, notamment : le développement des compétences, l'identification et l'action sur les conditions et les pratiques favorables au développement collectif pour des retombées collectives et la création d'espace de travail collaboratif.

Mission

Contribuer à ce que les collectivités du Québec soient en mesure de réaliser les changements qu'elles jugent nécessaires à leur développement collectif.

Objectifs

- Au temps court : Vise des changements tangibles et percutants sur le terrain
 - En offrant des activités, services et contenus utiles à la pratique des acteurs du développement collectif
 - En travaillant avec les gens pour renforcer leurs compétences et faciliter leurs démarches
- Au temps long : Vise des changements structurants sur le terrain
 - En contribuant à la mise en place de conditions favorables au développement collectif sur le plan des politiques, des pratiques et des connaissances
 - En contribuant à la construction et au maintien d'un mouvement autour du développement collectif

Cibles principales

- Praticiens du développement collectif - national, régional et local

Activités- Services

- Ateliers de formation, webinaires
- Accompagnements de processus collectifs, accompagnements professionnels et accompagnements stratégiques
- Veille et recherche et développement
- Animation de chantiers partenariaux
- Production et diffusion de contenu pratique (outils, bases théoriques, références)

Dynamo – Ressource mobilisation des collectivités

www.dynamocollectivo.com

Rôle	Ressource de soutien et de développement
Membres	Des membres individuels et des représentants de Centraide du Grand Montréal 11 membres

Origine

En 2001, le *Centre 1,2,3 GO!* est mis sur pied afin de soutenir et accompagner les efforts des *Initiatives 1,2,3 GO!*, de canaliser l'évolution des connaissances et de promouvoir l'approche de mobilisation des collectivités. En 2009, se regroupent les activités du *Centre 1,2,3 GO!* et *Québec enfants* afin de donner naissance à *Avenirs d'enfants*. Inspirés par la portée du programme de formation *Leadership rassembleur*^{MC}, les membres du Conseil choisissent d'élargir la mission en mettant l'accent sur l'acquisition, le renforcement et le maintien des compétences des acteurs engagés en mobilisation des collectivités. C'est ainsi qu'en 2011, prend vie Dynamo.

Mission

Épauler les collectivités québécoises dans le développement de leur capacité à se mobiliser pour imaginer et bâtir leur avenir; un avenir plus inclusif pour tous.

Objectifs

- Les acteurs locaux travaillant à la mobilisation des collectivités bénéficient d'activités d'accompagnement répondant à leurs besoins
- Les acteurs locaux travaillant à la mobilisation des collectivités bénéficient d'activités de formation répondant à leurs besoins
- Les pratiques et les savoirs issus d'expériences de mobilisation des collectivités sont diffusés, partagés et mis en valeur de manière à inspirer les acteurs locaux

Principales cibles

- Praticiens locaux et régionaux œuvrant au sein de concertations et de mobilisations
- Organisations et concertations engagées et ou soucieuses du développement local et régional

Activités-Services:

- Accompagnement de concertations dans leur processus de développement
- Accompagnement des personnes (codéveloppement, coaching professionnel)
- Formations et activités d'apprentissages
- Accompagnement en évaluation d'action concertée
- Mobilisation des connaissances issue des pratiques locales (Capter, transférer, cocréer)
- Documentation de pratiques et d'apprentissages

Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC)

www.fondationchagnon.org

Rôle Bailleurs de fonds, Ressource de soutien et de développement

Origine

Préoccupés par la pauvreté et les inégalités sociales, les membres de la famille Chagnon se sont investis pendant de nombreuses années auprès d'organisations de bienfaisance. Leurs engagements illustrent les motivations profondes qui les ont menés à créer la Fondation et à s'y impliquer. Dès 1988, ils avaient déjà décidé d'investir une partie de leurs avoirs dans le secteur de la philanthropie en créant une fiducie qui deviendra la Fondation Lucie et André Chagnon. En 2000, la Fondation Lucie et André Chagnon a été créée.

Mission

La mission de la Fondation Lucie et André Chagnon est de prévenir la pauvreté. Pour l'accomplir, elle cible la réussite éducative des jeunes Québécois en privilégiant le développement de leur plein potentiel et en contribuant à la mise en place des conditions qui répondent à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Objectif

La réussite éducative des jeunes Québécois afin qu'ils deviennent des parents autonomes et accomplis.

Cibles principales

- Acteurs du développement local et régional qui œuvrent auprès des enfants, jeunes et familles
- Décideurs publics
- Grand public

Activités- Services

- Soutien financier aux initiatives liées à la réussite éducative
- Mobilisation des communautés
- Sensibilisation de la société

Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)

www.inspq.qc.ca

Rôle Ressource de soutien et de développement, centre de recherche

Origine

L'Institut a été créé en 1998 avec la *Loi de la Santé et des services sociaux*, pour répondre au besoin d'expertise conseil du ministère de la Santé et pour soutenir les directions de santé publique (DSP) à travers le Québec, les plus petites comme les plus grandes, permettant ainsi une plus grande équité dans le développement et l'accès à l'expertise.

Mission

La mission de l'INSPQ est de soutenir le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, les autorités régionales de santé publique ainsi que les établissements dans l'exercice de leurs responsabilités, en rendant disponibles leur expertise et leurs services spécialisés de laboratoire et de dépistage.

L'Institut est également appelé à desservir d'autres acteurs, tels que les autres ministères et organismes gouvernementaux, les milieux de l'enseignement et de la recherche, les organismes canadiens et internationaux en santé publique, les milieux autochtones, le secteur privé et le grand public.

Objectifs

- L'Institut est un centre d'expertise et de référence
- Il contribue, à titre de courtier d'expertises, à la définition et à la compréhension des enjeux de santé publique ainsi qu'à l'identification d'interventions favorables sur les déterminants de la santé de la population, jugées appropriées en fonction des contextes pertinents à la prise de décision
- Il produit et transfère des connaissances fondées au plan scientifique, par le biais d'une gamme de produits et services de qualité
- Il en assure la diffusion dans un langage, des formats et à des moments opportuns permettant de soutenir efficacement les décideurs, les intervenants et les partenaires dans leurs actions sur les déterminants de la santé de la population

Cibles principales

- Intervenants et les décideurs du Réseau de la santé et des services sociaux
- Partenaires du Réseau

Activités- Services¹:

- Information spécialisée
- Information adaptée
- Guide et outils
- Expertise conseil
- Recherche
- Formation

¹ On note ici que les activités associées à la mobilisation et au développement des communautés.

La coopérative La Clé

www.lacle.coop

Rôle Ressource de soutien et de développement

Origine

La coopérative a été fondée en 1993, par la volonté des trois membres fondateurs, après des années de collaboration, de créer un nouveau lieu pour la promotion et la réalisation de projets collectifs, militants dans milieu communautaire.

Mission

La Coopérative de consultation en développement LA CLÉ est une coopérative de travailleuses et de travailleurs vouée au développement de la capacité d’agir des individus et des collectivités dans une perspective de solidarité et de justice sociale. Elle offre des services de recherche, de formation et de services conseils dans les champs de l’intervention sociale et de l’intervention communautaire ainsi que dans tous les domaines où l’on encourage l’harmonisation du développement économique et du développement social.

Objectif

Son travail vise à soutenir les efforts favorisant l’amélioration des conditions de vie des populations impliquées dans une démarche de développement.

Cibles principales

- Communautés locales, organisations et individus

Activités-Services

- Formation
- Service conseil (majoritairement)
- Recherche et évaluation
- Publications

Réseau québécois de développement social

rqds.org

Rôle	Réseau ou regroupement national
Membres	Des démarches régionales de développement social 17 membres

Origine

Les démarches de développement social dans les régions se sont formées dans la foulée du Forum sur le développement social de 1998. À la suite de celui-ci, quelques démarches entretenaient des relations informelles. Reconnaisant la valeur ajoutée de cette coopération, elles ont convenu d'élargir la participation et ont formalisé la création du réseau en 2005.

Mission

Communauté de pratique en développement social, visant l'amélioration des pratiques.

Objectifs

- Assurer la représentation des démarches régionales de développement social
- Outiller les membres du RQDS
- Réseauter les membres et les partenaires du RQDS
- Supporter l'action locale, régionale et nationale
- Positionner le développement social

Cibles principales

- Démarches régionales
- Partenaires régionaux et nationaux

Activités- Services

- Agent de liaison
- Organisation d'activités biannuelles permettant le réseautage et le partage de pratiques, d'outils et d'expertises en développement social
- Chantiers de travail sur des problématiques communes
- Transfert d'expertise
- Transfert de connaissances scientifiques
- Démarche de bilan et perspectives en développement social
- Développement d'outils en soutien aux membres

Réseau québécois des intervenantes et intervenants en action communautaire en CSSS (RQIIAC)

www.rqiiac.qc.ca

Rôle	Réseau ou regroupement national
Membres	Des organisateurs communautaires et travailleurs communautaires en CSSS (CISSS/CIUSSS) et des membres associés 220 membres et communauté de +/- 400 organisateurs communautaires au Québec

Origine

C'est suite à un colloque à Québec en 1988 que le besoin des organisateurs communautaires et travailleurs communautaires en CLSC de se regrouper et former une communauté de pratique a émergé et que le réseau a été créé.

Mission

Le RQIIAC constitue une communauté de pratiques pour les personnes qui exercent la profession d'organisateur communautaire et de travailleur communautaire d'abord dans le réseau de la santé et des services sociaux. Le RQIIAC accueille également des personnes qui adhèrent à ses objectifs et ses valeurs. C'est un lieu de réflexion collective et d'échange d'expertise. Il permet à la fois de développer l'identité professionnelle et d'assurer une formation continue. Les valeurs promues par le regroupement et sur lesquelles sont fondées l'activité professionnelle sont l'autonomie, la solidarité, le respect, la démocratie et la justice sociale.

Objectifs

- Regrouper les intervenantes et intervenants en organisation communautaire des CSSS (CISSS/CIUSSS) dans le but de promouvoir les valeurs et défendre l'intégrité et la spécificité de l'organisation communautaire en CSSS (CISSS/CIUSSS)
- Favoriser les échanges sur les pratiques et les dossiers d'action communautaire dans les CSSS (CISSS/CIUSSS)
- Développer des activités et des outils de formation
- Assurer la visibilité de la pratique de l'organisation communautaire
- Coopérer avec les organismes communautaires nationaux, régionaux et locaux
- Collaborer avec les milieux d'enseignement
- Établir des rapports de solidarité régionale, nationale et internationale

Cibles principales

- Organisateurs communautaires en CSSS (CISSS/CIUSSS)
- Sensibilisation publics divers: politique, membres, partenaires, réseau de la santé

Activités- services

- Activités de formation, d'échanges visant le développement de la pratique (journées d'échanges, colloques, publications, séminaires, partage d'outils, etc....)
- Communications (Bulletin Interaction communautaire, site Internet et page Facebook)
- Promotion de l'organisation communautaire en CSSS (CISSS/CIUSSS)
- Vie associative

Réseau québécois de revitalisation intégrée (RQRI)

rqri.org

Rôle	Réseau ou regroupement national
Membres	Des démarches locales, des organismes fiduciaires et membres et des sympathisants 35 membres

Origine

Les projets de revitalisation de ce type ont débuté dans les années 90. C'est en février 2007, à l'initiative de quelques démarches existantes, que l'idée d'un regroupement provincial a vu le jour. Issus d'un besoin de partage, de réseautage et de soutien mutuel, les membres fondateurs ont recensé une quinzaine de démarches de revitalisation intégrée au Québec, lesquelles étaient plus ou moins des projets pilotes. Il leur apparaissait donc important de mettre en place une structure qui aurait pour mission de soutenir et de consolider ces démarches. Le RQRI a été fondé officiellement en octobre 2008.

Mission - Objectifs

- Permettre l'échange de pratiques et d'expertises et le développement des compétences
- Travailler au développement de politiques publiques en appui à cette approche de développement et de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale en tenant compte de la diversité des membres du réseau
- Approfondir et articuler davantage l'approche de revitalisation intégrée
- Développer des outils de travail pour soutenir les pratiques et en assurer la disponibilité à tous les membres du réseau

Cibles principales

- Démarches locales de revitalisation intégrée et autres membres (fiduciaires et sympathisants)
- Partenaires régionaux et nationaux

Activités-Services

- Le développement et le réseautage d'une communauté de pratiques
- La promotion de la revitalisation intégrée
- La documentation sur les revitalisations intégrées

Réseau québécois des Villes et Villages en santé (RQVVS)

www.rqvvs.qc.ca

Rôle	Réseau ou regroupement national
Membres	Villes et municipalités 225 membres

Origine

C'est la vision de la ville comme écosystème qui a inspiré le mouvement des villes/villages/communautés en santé, né à Toronto en 1984. Reprise par l'Organisation mondiale de la santé à partir de 1986, cette idée est devenue une grande stratégie à laquelle ont adhéré des milliers de villes à travers le monde. Au Québec, la ville de Rouyn-Noranda a été la pionnière, en 1987, de ce qui est devenu, aujourd'hui une association de plus de 200 municipalités (80% de la population québécoise) qui s'appelle le Réseau québécois de villes et villages en santé, depuis 1990.

Mission

Promouvoir et soutenir, à travers tout le Québec, le développement durable de milieux de vie sains en misant sur des échanges et un partage entre les municipalités, sur l'engagement des décideurs municipaux en faveur de la qualité de vie et sur leur capacité à mobiliser leurs partenaires et les citoyens dans l'action.

Objectifs

- Favoriser une meilleure compréhension et appropriation par les acteurs du secteur municipal de la stratégie globale et intégrée Villes et Villages en santé (VVS) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)
- Contribuer au développement des connaissances et des compétences des élus et employés municipaux pour qu'ils se mobilisent et agissent en cohérence avec la stratégie Villes et Villages en santé de l'OMS
- Promouvoir et soutenir les pratiques municipales durables, inclusives et cohérentes avec la stratégie VVS de l'OMS

Cibles principales

- Municipalités québécoises et leurs partenaires
- Élus et administrations des villes et municipalités du Québec

Activités- Services

- Prix d'excellence
- Colloque annuel
- Rencontres régionales
- Initiatives visant à promouvoir et à soutenir les solidarités de voisinage (ex. : fête des voisins)
- Recherche-action auprès des municipalités
- Animation du réseau des Grandes Villes et développement social
- Formations, accompagnement, outils et publications

Solidarité rurale du Québec (SRQ)

www.ruralite.qc.ca

Rôle	Ressource de soutien et de développement
Membres	Organisations locales et régionales, associations et membres individuels 14 membres fondateurs, 500 membres

Origine

Suite aux États généraux du monde rural, dans un contexte de post mondialisation, de crise dans le monde de l'agriculture et plus largement le monde rural, la « Déclaration du monde rural » a été adoptée et une organisation pour porter le message de la ruralité a été créé. C'est ainsi qu'est né Solidarité rurale du Québec, en 1991. L'organisation a ensuite été désignée comme instance conseil en matière de développement rural par le Gouvernement du Québec en 1997. Ce rôle d'interlocuteur privilégié a été révoqué à l'annonce du pacte fiscal transitoire.

Mission

Sa mission est de promouvoir la revitalisation et le développement du monde rural, de ses villages et de ses communautés.

Cibles principales

- Communautés rurales
- Partenaires locaux, régionaux et nationaux du développement

Activités- Services:

- Promouvoir la ruralité
- Conseiller et appuyer les milieux ruraux
- Mettre en réseau et animer les acteurs du développement
- Approfondir la connaissance sur les dynamiques propres et particulières des milieux ruraux
- Promouvoir les pratiques inédites et innovantes pour le développement des milieux ruraux
- Mettre à la disposition des intervenants un Centre de documentation et de référence sur la ruralité

En redéfinition

De 1997, jusqu'en décembre 2014, en plus des rôles déjà mentionnés plus haut :

- Fournir des avis au gouvernement sur des questions liées au développement rural
- Mettre en réseau, animer et former les agents de développement rural;
- Participer au Comité des partenaires de la ruralité pour appuyer la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité

Table nationale des Corporations de développement communautaire (TNCDC)

www.tncdc.com

Rôle	Réseau ou regroupement national
Membres	Les corporations de développement communautaire 58 membres

Origine

L'élément déclencheur principal est survenu en 1983, lors du premier Sommet socioéconomique organisé par le Conseil régional de développement de la Mauricie. Le CLSC Bois-Francs n'avait pas de financement pour le développement communautaire, ce qui a suscité l'élaboration d'un projet de regroupement des organismes communautaires sur la base du « travailler ensemble ». L'Office de planification et de développement du Québec, devenu aujourd'hui le ministère des Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire, a accepté d'en faire un projet pilote financé sur trois ans. Par la suite, les organismes communautaires d'autres communautés ont souhaité se regrouper pour se concerter et développer leur milieu. Ainsi, depuis sa création, le réseau des CDC connaît une croissance régulière.

Mission

La TNCDC a pour mission de regrouper les CDC du Québec et de les soutenir dans leurs objectifs. De plus, elle promeut la place incontournable qu'occupe le mouvement communautaire autonome dans le développement local, et ce, dans une perspective de justice sociale et de développement global et durable de notre société.

Objectifs

- Promouvoir et préserver la spécificité du modèle des corporations de développement communautaire selon leur Cadre de référence
- Défendre, dans une perspective multisectorielle, les intérêts des corporations de développement communautaire et de leurs membres en fonction des enjeux prioritaires actuels et exercer les représentations appropriées
- Soutenir les membres et développer la vie associative et le sentiment d'appartenance en favorisant les activités d'échange, d'entraide et de ressourcement
- Structurer, consolider et développer la Table nationale des Corporations de développement communautaire

Cibles principales

- Corporations de développement communautaire (CDC)
- Partenaires nationaux

Activités-Services

- Soutien aux CDC (expertise, rôle conseil, outils)
- Vie associative : Rencontres nationales, journées de réflexion et partage d'expertise
- La promotion de l'action communautaire
- Représentations politiques et auprès des partenaires
- Documentation sur différents enjeux touchant l'action des CDC

Table des partenaires développement social de Lanaudière (TPDSL)

www.tpdsl.org

Rôle	Organisme de développement
Membres	Un représentant par territoire de MRC, des représentants sectoriels (éducation, communautaire, table des préfets) et des représentants des ministères et organismes 12 membres

Origine

La Table des partenaires du développement social de Lanaudière (TPDSL) a été mise en place à la suite de la tenue des Forums locaux et régionaux et du forum national sur le développement social en 1997-1998. Grande mobilisation pour les forums.

Mission

Animer une concertation inter et multisectorielle visant la réduction des inégalités sociales et de santé, pour favoriser le développement social, la participation citoyenne et l'amélioration de la qualité de vie de la population lanaudoise, notamment les familles, dans une perspective de développement durable.

Objectifs

- Analyser et documenter différentes problématiques
- Mobiliser et concerter les différents intervenants et partenaires dans des actions qui visent à faire du développement intégré et durable
- Co-animer et soutenir le développement local par la création d'outils : formations, études et portraits, fonds, guides, répertoires
- Transmettre ses connaissances et son expertise auprès des décideurs

Cibles principales

- Partenaires régionaux et locaux
- Démarches locales et organismes

Activités-Services

- Effectuer une veille, analyser, documenter les problématiques sociales dans le but de développer de stratégies, avec les partenaires pour améliorer les conditions de vie
- Soutenir les organisations qui veulent développer des projets (conseil, animation, compétences)
- Mobiliser et animer les partenaires
- Influencer les décideurs

Ville de Montréal – Service de la diversité sociale et des sports

ville.montreal.qc.ca

Rôle Organisme de développement - Municipalité

Origine

Le développement social a toujours été présent dans les services de la Ville de Montréal, sous différentes formes. C'est toutefois à la fin des années '80 que la Ville se dote d'une unité de développement social (aujourd'hui, la diversité sociale regroupe le développement social et la diversité culturelle). Ceci a mené à l'adoption d'une politique et d'un plan d'action en développement communautaire en 1994.

Mission

Favoriser l'équité sociale, économique et culturelle entre les personnes et les collectivités afin d'améliorer les conditions de vie dans un contexte de diversité et dans le respect des champs de compétences de la Ville de Montréal.

Objectifs

- Contribuer, en collaboration avec les acteurs concernés, à la lutte contre la pauvreté et favoriser l'inclusion sociale
- Soutenir l'intégration des citoyens d'origines diverses et favoriser leur pleine participation à la société
- Contribuer au développement d'une ville de savoir en valorisant l'acquisition et le renforcement des compétences, particulièrement chez les jeunes
- Renforcer la mobilisation autour d'enjeux communs par un partenariat renouvelé et des interventions concertées

Cibles principales

- Démarches locales
- Citoyens
- Arrondissements
- Autorités de la Ville et arrondissements
- Partenaires locaux, régionaux et nationaux

Activités-Services

- Collectif quartier
- Diversité ethnoculturelle
- Lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale
- Développement social local
- Cohabitation sociale
- Populations cibles